

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le 13 Mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Partie nominative

FE Pléchâtel SAS

Parc de la Haute Borne
5 rue Horus
59650 Villeneuve-D'ascq

Affaire suivie par : Juliette BELLEGO
Téléphone : 02.90.02.67.41
Courriel : juliette.bellego@developpement-durable.gouv.fr
Références : UD35/2026-112
Code AIOT : 0005517854

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/02/2026 de l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel. Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :



Juliette BELLEGO, Unité départementale d'Ille-et-Vilaine, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Alexis CABOT, responsable région grand ouest, Innovent

Aristide BERTRAND, technicien maintenance, FE Saint-Reunan, filiale d'Innovent

Le courriel d'échange avec l'administration est mourmant@innovent.fr.

Rédactrice	Approbateur
<p>L'inspectrice de l'environnement</p>  <p>Juliette BELLÉGO</p>	<p>l'adjoint au Chef de l'Unité départementale</p>  <p>Rémi ANDRÉ</p>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 17/02/2026 de l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 12
- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 15
- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 17
- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 18 > III. + IV.
- **Risques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 24

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 13 Mars
2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FE Pléchâtel SAS

Parc de la Haute Borne
5 rue Horus
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : UD35/2026-112
Code AIOT : 0005517854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Pléchâtel SAS
- La belle épine 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005517854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Pléchâtel est composé de 4 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW.

Il a été mis en service en 2008.

La maintenance est effectuée par la société FE Saint Reunan, filiale d'Innovent.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
9	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
12	Abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de l'intégralité des justificatifs permettant de vérifier le respect des fréquences de contrôle réglementaire. Il est invité à les transmettre à l'inspection des installations classées.

Concernant les formations du personnel, l'exploitant a indiqué réaliser des formations sur le travail en hauteur et la prévention du risque électrique, cependant, cela ne comprend pas la gestion des risques accidentels.

L'exploitant doit compléter la formation du personnel intervenant sur le site (sur place et à distance) sur ce point, y compris en réalisant des exercices sur le parc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté un rapport de suivi environnemental daté du 5 mai 2025 pour le suivi 2024. Le suivi a été réalisé sur la période de 4 avril 2024 au 21 octobre 2024.</p> <p>Les conclusions du bureau d'études indiquent que le bridage est à maintenir avec les mêmes paramètres et qu'un bilan annuel du bridage est à réaliser pour s'assurer de son efficacité. L'exploitant n'a pas réalisé ce bilan.</p> <p>L'exploitant indique que le bridage est en place, avec les données de vent et de paramètres préconisés par le suivi. Le vent et la température sont mesurés sur chaque nacelle depuis l'installation de capteurs en 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau récapitulatif des données de 2025. Par sondages, il a été constaté des arrêts de la machine en août et octobre. Les paramètres indiqués correspondent bien aux paramètres de bridage.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne dispose pas de procédure d'implémentation ou vérification du bridage en début de période.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir constaté de dysfonctionnements. Il indique qu'il vérifie les disponibilités et productions de chaque parc chaque semaine. S'il constate une disponibilité élevée sur le parc en période de bridage il vérifie les paramètres.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, le rapport de suivi environnemental 2024, avec un courrier de sa part s'engageant sur les conclusions du rapport et les documents associés (bilan annuel sur l'efficacité du bridage notamment)

> L'exploitant indiquera à l'Inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, la procédure de vérification de la mise en place du bridage en début de période (1^{er} août)

> Il est rappelé à l'exploitant que les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans "DEPOBIO". L'exploitant justifiera le versement en transmettant des justificatifs à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois (mail, capture d'écran de la plateforme, etc.)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / formation du personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a présenté les justificatifs de formation des risques électriques et travail en hauteur pour l'un des techniciens du parc. Il indique que des points de sécurité sont réalisés chaque mois avec les équipes. Il n'est pas en mesure de justifier de formations sur les risques accidentels pour le personnel intervenant sur le parc, sur site ou à distance. Il indique qu'il peut arriver que d'autres personnes interviennent sur le site en cas de besoin spécifique. Dans ce cas, il est demandé la signature d'un plan de prévention. Les techniciens du parc expliquent à la personne intervenante les procédures d'arrêt et de mise en route du parc. L'exploitant indique qu'aucun exercice n'a été réalisé sur ce parc récemment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, des justificatifs de formations portant sur les risques accidentels pour le personnel intervenant sur le parc, sur place et à distance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant indique que les contrôles électriques sont effectués en interne, le personnel étant formé aux risques électriques. Ces contrôles font partie des rapports de maintenance. Il présente un extrait d'un rapport de contrôle sur l'éolienne 1 de mars 2025. Sur le poste de livraison, il présente le rapport de contrôle d'un organisme extérieur daté du 13 février 2026. Il n'est pas en mesure de présenter le rapport de contrôle précédent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, un rapport de contrôle des installations électriques permettant de vérifier le respect de la fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / registre
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : <p>Pour la maintenance corrective, le registre est rempli directement dans un outil en ligne avec les personnes intervenantes, la date, la nature des interventions et les tâches restant à effectuer.</p> <p>Pour la maintenance préventive, le registre est rempli uniquement avec la date et les personnes intervenantes. Un rapport d'intervention séparé détaille les tâches réalisées.</p> <p>Afin de s'assurer du respect des fréquences de maintenance, l'exploitant indique que son outil en ligne lui permet de lister des tâches à effectuer. Il coche les tâches réalisées et un code couleur indique le pourcentage de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant présente une liste des capteurs de sécurité, notamment concernant les vibrations ou la survitesse. Cependant, la liste ne comprend pas les systèmes instrumentés de sécurité ni leurs fonctionnalités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant formalisera une liste des équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Il transmettra cette liste à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, SIS / Détection de survitesse
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant indique que des tests sont réalisés avec différentes vitesses de rotation. Le boîtier qui permet de compter les tours est vérifié. Ensuite, des simulations sont effectuées pour vérifier la consigne d'arrêt survitesse. Enfin, le retour d'urgence des pales sont vérifiées (position des pales à l'arrêt). La dernière vérification date du 19 mars 2025. L'exploitant indique qu'aucune alarme liée à la survitesse n'a été repérée en 2025/2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / pâles
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le constructeur n'existe plus. Il n'y avait pas de recommandation spécifique liée au contrôle des pales. Le contrôle des pales est effectué par l'exploitant via drones. L'analyse des photos est déléguée à un spécialiste extérieur. L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle daté du 17 décembre 2025. Celui-ci présente une analyse appréciative des défauts constatés, il n'a pas été constaté de défaut majeur. Un défaut plus important a été constaté et a fait l'objet de vérifications en juillet 2025. Le contrôle précédent date du 3 mars 2025. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter la fréquence de 6 mois pour le contrôle visuel des pâles. L'exploitant indique être en train de créer un service interne de maintenance des pales pour être en mesure d'effectuer les réparations de pales. Aucune vérification intérieure n'est effectuée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant présente les consignes de sécurité, comprenant les éléments obligatoires. Sur place, il est constaté que ces consignes sont affichées dans les 2 éoliennes visitées (E1 et E4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant indique que peu de déchets sont produits. Les déchets sont récupérés par les techniciens et stockés dans des bacs au local de maintenance. Les déchets de type papier/plastique sont envoyés en déchetterie. Les autres déchets (filtres, huiles, déchets souillés) sont éliminés par une entreprise spécialisée. L'exploitant a présenté un bordereau de suivi des déchets de 2025 de l'entreprise ayant éliminé les déchets. Ce bordereau est donc commun à plusieurs parcs puisqu'il regroupe les parcs gérés par la société de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le jour de l'inspection, l'éolienne E1 visitée est bien fermée à clé. L'autre éolienne visitée (E4) était ouverte car une intervention de techniciens était en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification mâts
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les 4 éoliennes sont bien identifiées par des numéros sur leurs mâts. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées sur les chemins d'accès aux éoliennes. <i>> Il est noté qu'il n'y a pas de contact de l'exploitant affiché afin de le contacter en cas d'urgence (numéro de téléphone par exemple). Il ne s'agit pas d'une prescription réglementaire mais l'exploitant est invité à envisager de le compléter afin de faciliter son information.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Abords
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de Propreté.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que les abords des éoliennes sont en bon état de propreté. Il est noté que 2 éoliennes ont été taguées. L'exploitant indique que des dépôts sauvages sont régulièrement constatés aux abords des éoliennes. En septembre 2025, la mairie est intervenue pour les évacuer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté installation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Le jour de l'inspection, l'intérieur des éoliennes E1 et E4 visitées est propre. Il reste de l'huile dans E4 mais elle a globalement été nettoyée. La trousse de secours de l'éolienne E4 est cependant complètement huileuse, il conviendra de la changer. Suite à des fuites importantes, le boîtier de vitesse de l'éolienne E4 a été changé en octobre 2025. Une grue a été installée, le rotor a été descendu et la nacelle a été ouverte pour le remplacement de la pièce. > Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées des travaux importants sur l'éolienne, notamment ceux qui nécessitent le démontage du rotor.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant présente un rapport de contrôle des extincteurs du 20 juin 2025, comprenant des extincteurs en pied de mât et en nacelle. Cependant, il ne comprend que 3 extincteurs en pied de mât et un extincteur au poste de livraison, alors qu'il y a 4 machines. Sur site, il est constaté que les 2 extincteurs de l'éolienne E1 sont présents en pied de mât. L'exploitant indique que les extincteurs des nacelles seront remontés lors de la prochaine montée en nacelle. L'Inspection s'étonne que l'exploitant n'ait pas eu l'occasion de remonter les extincteurs en nacelle depuis le contrôle en juin 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant clarifiera les rapports de contrôles sur le nombre d'extincteurs présents dans chaque machine. > Il est demandé à l'exploitant de remonter les extincteurs prévus pour les nacelles au plus vite. Il transmettra à l'Inspection des installations classées des preuves de présence des extincteurs en nacelle sous un délai d'un mois. > Il est rappelé à l'exploitant que chaque éolienne doit disposer de 2 extincteurs au minimum, une au pied de mât et un en nacelle. L'extincteur en nacelle peut être descendu le temps du contrôle mais doit être rapidement remis en place en nacelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois